



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/Sub.2/1994/L.28
19 août 1994

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-sixième session
Point 6 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS
LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX
ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ETABLI
EN APPLICATION DE LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE
LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

M. Bengoa, M. Bossuyt, Mme Chavez, M. Chernichenko, M. Eide, Mme Gwanmesia,
M. Limón Rojas, M. Maxim et Mme Palley : projet de résolution

Situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran

La Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de
la protection des minorités,

Rappelant ses résolutions pertinentes, dont la plus récente est la
résolution 1993/14 du 23 août 1993, demandant la cessation des violations
des droits de l'homme commises par la République islamique d'Iran,

Rappelant également les résolutions pertinentes de la Commission des
droits de l'homme, dont la plus récente est la résolution 1994/73 du
9 mars 1994, et celles de l'Assemblée générale, dont la plus récente est
la résolution 48/145 du 20 décembre 1993,

GE.94-13820 (F)

Vivement préoccupée de constater que les nombreuses violations des droits de l'homme par le Gouvernement de la République islamique d'Iran se poursuivent, à savoir les exécutions sommaires et arbitraires, la torture, les traitements et peines inhumains et dégradants, les arrestations et les détentions arbitraires, les disparitions inexplicables, l'absence des garanties essentielles à la protection du droit à un procès équitable et le non-respect de la liberté d'expression et de religion,

Indignée par la répression systématique de la communauté baha'ie, par la situation des Kurdes iraniens et de la minorité arabe en Iran, et par l'intolérance grandissante à l'égard des chrétiens, notamment par les récents assassinats de religieux chrétiens,

Consternée de constater qu'en République islamique d'Iran, la répression continue de s'exercer contre les femmes, y compris la discrimination fondée sur le sexe et le recours à des châtiments inacceptables et injustifiables,

Sachant que les autorités d'un certain nombre d'Etats sont de plus en plus préoccupées par la participation et le soutien de la République islamique d'Iran au terrorisme international, qui a causé de nombreuses pertes en vies humaines, et que ces autorités ont lancé un appel pour que des mesures soient prises contre la République susmentionnée,

Réaffirmant que les gouvernements sont comptables des attaques de personnes perpétrées par leurs agents dans le territoire d'un autre Etat, ainsi que de l'incitation à de tels actes, de leur approbation ou de l'indulgence manifestée sciemment à leur égard,

Accueillant avec satisfaction les recommandations qui figurent dans le rapport du Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1994/50) et la décision de la Commission de proroger le mandat du Représentant spécial,

Exprimant son profond regret que le Gouvernement de la République islamique d'Iran ait refusé d'autoriser le Représentant spécial à se rendre à nouveau en Iran,

Regrettant également que le Gouvernement de la République islamique d'Iran refuse d'appliquer les accords qu'il a conclus avec des organisations internationales humanitaires,

Affirmant que les droits de l'homme sont universels et indivisibles et que la violation de normes reconnues à l'échelle internationale en matière de

droits de l'homme ne saurait être justifiée par des considérations culturelles ou religieuses,

1. Fait sien l'appel lancé par le Représentant spécial de la Commission des droits de l'homme au Gouvernement de la République islamique d'Iran pour qu'il examine les questions considérées dans son rapport (E/CN.4/1994/50) et prenne des mesures urgentes et efficaces afin d'améliorer la situation des droits de l'homme dans ce pays;

2. Condamne les violations flagrantes des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran, en particulier, comme l'a noté le Représentant spécial de la Commission :

- a) Le recours abusif à la peine de mort;
- b) Les nombreux cas de torture et de traitements et peines cruels, inhumains ou dégradants;
- c) Le non-respect des normes internationales relatives aux garanties d'une procédure régulière et à l'administration de la justice;
- d) La discrimination fondée sur la religion, notamment contre les Baha'is et des personnes et groupes chrétiens;
- e) La discrimination à l'égard des femmes;
- f) Les restrictions imposées à la liberté d'expression et à la liberté d'opinion, et la limitation injustifiée de la liberté de presse;
- g) L'usage abusif de la force pour réprimer des manifestations publiques, comme à Ghazvin, suivi dans certains cas de l'exécution, sans qu'une procédure régulière n'ait été respectée, de personnes qui avaient participé à ces manifestations, notamment à Zahedan;

3. Exige que le Gouvernement de la République islamique d'Iran cesse sans délai de participer à des meurtres et à des actes de terrorisme organisés sous l'égide de l'Etat perpétrés à l'encontre d'Iraniens vivant à l'étranger et de nationaux d'autres Etats ou de faire preuve de tolérance à cet égard;

4. Exige également que le Gouvernement de la République islamique d'Iran cesse de soutenir et de tolérer les menaces de mort réitérées qui sont adressées à des personnes dont il désapprouve l'opinion, les écrits ou les publications;

5. Engage le Gouvernement de la République islamique d'Iran à coopérer avec les autorités judiciaires des pays qui, dans le monde, enquêtent sur des actes de terrorisme international et, en particulier, d'extrader pour qu'elles soient jugées en Suisse les deux personnes accusées du meurtre du

professeur Kazem Rajavi qui ont été renvoyées en Iran et sont recherchées par les autorités judiciaires suisses;

6. Demande instamment au Gouvernement de la République islamique d'Iran de respecter les normes internationales en vigueur dans le domaine des droits de l'homme, y compris celles énoncées dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel la République islamique d'Iran est partie;

7. Fait sienne sans réserve l'opinion de la Commission des droits de l'homme selon laquelle la communauté internationale doit continuer à surveiller la situation des droits de l'homme dans la République islamique d'Iran;

8. Prie le Secrétaire général de continuer de la tenir informée des rapports à ce sujet et des mesures prises par l'Organisation des Nations Unies pour empêcher les violations des droits de l'homme en République islamique d'Iran, y compris ceux qui concernent la situation des Kurdes, la minorité arabe, et les libertés religieuses des communautés baha'ie et chrétienne en Iran;

9. Décide de poursuivre, lors de sa quarante-septième session, l'examen de la situation des droits de l'homme en République islamique d'Iran.
